



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**n°4 du 12 janvier 2022**

<http://www.aube.gouv.fr/Publications/RAA>

# SOMMAIRE

## **DREAL.....3**

*DREAL-SG-2022-02 – Arrêté du 12 janvier 2022 portant subdélégation de signature.....3*

## **PRÉFECTURE DE L'AUBE.....9**

### **Services du Cabinet – Bureau de la Sécurité Intérieure et des Polices Administratives.....9**

*BSIPA2022012-0001 – Arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant interdiction d'accéder au stade de l'Aube, d'accéder, de circuler et de stationner au centre-ville de Troyes et sur certains axes des communes de Troyes, de Pont-Sainte-Marie et de Sainte-Savine pour toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'Olympique Lyonnais le dimanche 16 janvier 2022.....9*

### **Services du Cabinet – Service interministériel de défense et de protection civiles.....13**

*PREF-SIDPC-2022012-0001 – Arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant fermeture de l'Ecole maternelle de Vouamont sise Route de Montsuzain 10150 VOUE.....13*

### **Service de la Coordination Interministérielle et de l'Appui Territorial – Pôle de la Coordination Interministérielle et de la Concertation Publique.....15**

*PCICP2022010-0003 – Arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 autorisant l'accès à des propriétés privées situées dans le département de l'Aube dans le cadre de la réalisation d'une procédure d'aménagement foncier sur la commune de CHAOURCE avec extension sur le territoire des communes de LAGESSE et de METZ-ROBERT.....15*

# DREAL

DREAL-SG-2022-02 – Arrêté du 12 janvier 2022 portant subdélégation de signature.



DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT GRAND EST

## Arrêté DREAL-SG-2022-02 du 12 janvier 2022 portant subdélégation de signature

\*\*\*\*

### Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Grand Est en date 26 août 2021 portant organisation de la DREAL Grand Est,

Vu l'arrêté PCICP2020034-0023 du 3 février 2020 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, pour le département de l'Aube ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée à

- Mme Mireille Maestri, directrice régionale adjointe,
- Mme Stéphanie Mathey-Bascou, directrice régionale adjointe,
- M. Patrick Cazin-Bourguignon, directeur régional adjoint,
- M. David Mazoyer, directeur régional adjoint

à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté PCICP2020034-0023 du 3 février 2020.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté PCICP2020034-0023 du 3 février 2020, dans les conditions et limites suivantes :

#### Eau, biodiversité, paysages

EBP 1 Accusés de réception, récépissé de demande, de contestation de déclaration ou de dépôt de dossier, adressé à son service, dans les matières relevant de la compétence du service

### *Protection des espèces*

- EBP 2 Délivrance des permis CITES relatifs à l'importation, l'exportation, le réexportation, la circulation intra-communautaire des espèces et produits visés par le règlement (CE) n° 338/97 et les règlements de la Commission européenne associés  
Décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97  
Décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,  
Décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,  
Décisions relatives au transport des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement
- EBP 3 Décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-1 A du code de l'environnement
- EBP 4 Drogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° des articles L. 411-1 et L.411-2 du code de l'environnement, relatives aux espèces de faune et de flore sauvages protégées :  
a) décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;  
b) décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;  
c) décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées
- EBP 5 Autorisations de destruction des animaux appartenant aux espèces protégées et pouvant causer des atteintes graves à la sécurité aérienne dans les lieux où celle-ci est menacée, conformément à l'article R. 427-5 du code de l'environnement

### *Protection des monuments naturels et des sites*

- EBP 6 Communications pour avis aux conseils municipaux des projets d'inscription à l'inventaire départemental des monuments naturels et des sites
- EBP 7 Notifications d'arrêté ministériel d'inscription à chacun des propriétaires concernés et aux services déconcentrés de l'État dans le département, ainsi qu'au conservateur des hypothèques
- EBP 8 Notifications des arrêtés ministériels de classement ou les décrets en Conseil d'État de classement aux services déconcentrés de l'État dans le département, au conservateur des hypothèques et aux propriétaires concernés
- EBP 9 Mises en demeure d'avoir à mettre les lieux en conformité avec les prescriptions qui accompagnent les décisions de classement

EBP 10 Communications pour avis à l'architecte des bâtiments de France des déclarations préalables de travaux dans les sites inscrits à l'inventaire départemental

EBP 11 Communications pour avis à l'architecte des bâtiments de France sur les demandes d'autorisations spéciales de travaux en site classé

agents	actes				
	EBP 1	EBP 2	EBP 3	EBP 4	EBP 5
M. L. Paul	•	•	•	•	•
Mme M-P. Laigre	•	•	•	•	•
Mme K. Prunera	•	•	•	•	•
Mme A. Lombard	•	•	•	•	•
Mme M. Robin	•	•	•	•	•
M. R. Saintier	•	•	•	•	•
Mme A. Weisse	•				
M. B. Pleis	•	•	•	•	•
Mme D. Orth	•	•	•	•	•
M. R. Stocky	•	•	•	•	•

agents	actes					
	EBP 6	EBP 7	EBP 8	EBP 9	EBP 10	EBP 11
M. L. Paul	•	•	•	•	•	•
Mme M-P. Laigre	•	•	•	•	•	•
Mme K. Prunera	•	•	•	•	•	•
Mme A. Lombard	•	•	•	•	•	•
Mme M. Robin	•	•	•	•	•	•
M. R. Saintier	•	•	•	•	•	•
Mme A. Weisse	•	•	•	•	•	•
M. B. Pleis						
Mme D. Orth						
M. R. Stocky						

### Prévention des risques anthropiques

#### Gestion du sol et du sous-sol

PRA 1 Décisions relatives à la recherche et à l'exploitation des mines et stockages souterrains

PRA 2 Décisions relatives à l'hygiène et la sécurité dans les mines et carrières

PRA 3 Décisions relatives à la gestion technique de l'après mines, y compris les conventions avec des tiers et/ou les collectivités locales

PRA 4 Décisions relatives à l'indemnisation des victimes de dégâts miniers à l'exception des collectivités locales

### Environnement industriel

- PRA 5 dépôts permanents d'explosifs et utilisation dès réception
- PRA 6 vérification et validation des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre

### Equipements sous pression

- PRA 7 Reconnaissance des services d'inspection
- PRA 8 Transmission des rapport d'enquête sur accident
- PRA 9 Décision d'aménagement aux opérations de contrôle en service

agents	actes			
	PRA 1	PRA 2	PRA 3	PRA 4
M. F. Villerez	•	•	•	•
M. P. Liautard	•	•	•	•
Mme P. Hanocq	•	•	•	•
M. J. Mole	•	•	•	•
M. M. Khedjout	•	•	•	•
M. E. Thiry	•	•	•	•
M. F. Boblique	•	•	•	•

agents	actes				
	PRA 5	PRA 6	PRA 7	PRA 8	PRA 9
M. F. Villerez	•	•	•	•	•
M. P. Liautard	•	•	•	•	•
Mme P. Hanocq	•	•	•	•	•
M. J. Mole	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout	•	•	•	•	•
M. E. Thiry	•	•	•	•	•
M. F. Boblique	•	•	•	•	•

### Transports

#### Contrôle des véhicules

- TRA 1 Réceptions des véhicules et des citernes, identifications des véhicules :
- 1) identifications, réceptions individuelles et à titre isolé (sauf cas indiqués à la rubrique 2) ;
  - 2) réceptions de type et agréments de prototype, constatations pour les véhicules incomplets complexes, reconnaissances des réceptions individuelles étrangères, réceptions individuelles harmonisées, dérogations
- TRA 2 Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes, de dépannage, de transports de marchandises dangereuses, visites initiales des transports de marchandises dangereuses et des petits trains routiers touristiques

- TRA 3 Surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant
- TRA 4 Surveillance des organismes dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses
- TRA 5 Surveillance des constructeurs ayant obtenu des réceptions nationales de type de petites séries (NKS)
- TRA 6 Délivrance des autorisations relatives aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention
- TRA 7 Agrément et sanctions administratives des contrôleurs et des installations de contrôle pour les véhicules lourds et légers

*Infrastructures*

- TRA 8 Opérations domaniales à réaliser lors des opérations d'investissement routier dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la DREAL Grand Est :
- a) Préparation et validation des documents soumis à enquête parcellaire en application du code de l'expropriation.
  - b) Notifications aux propriétaires des terrains des arrêtés préalablement signés par le préfet, portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques et tous travaux d'investigation sur le terrain.
  - c) Notification aux propriétaires des terrains des arrêtés préalablement signés par le préfet, portant autorisation d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution de tous travaux de voirie ou de construction de ponts
  - d) Signature des actes d'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation des opérations routières, et tous les documents y afférant.
  - e) Approbations d'opérations domaniales
  - f) Remise à France Domaine des terrains devenus inutiles au service en vu de leur aliénation.
  - g) Reconnaissance des limites des routes nationales
  - h) Toutes opérations préalables à un acte de transfert de gestion ou à une cession de domaine public à titre gratuit au bénéfice d'une collectivité locale

	TRA 1	TRA 2	TRA 3	TRA 4	TRA 5	TRA 6	TRA 7	TRA 8
<b>M. G. Treffot</b>	•	•	•	•	•	•	•	•
<b>M. E. Hilt</b>	•	•	•	•	•	•	•	•
<b>M. M. Vermuse</b>	•	•	•	•	•	•	•	
<b>M. P. Karman</b>	•	•	•	•	•	•	•	
<b>M. B. Benoît</b>	•	•	•	•	•	•	•	
<b>M. F. Joguet-Recordon</b>	•	•	•	•	•	•		
<b>M. C. Clarisse</b>	•	•	•	•	•	•	•	
<b>M. J. Biard</b>	•	•	•	•	•	•	•	
<b>M. D. Guillen</b>								•

### Aménagement, énergies renouvelables

- AER 1 Actes relatifs à la production (hors nucléaire), au transport, à la distribution, à la fourniture et au contrôle de la production de l'électricité,
- AER 2 Actes relatifs à l'utilisation et la maîtrise de l'énergie
- AER 3 Actes relatifs à la production, l'injection et le contrôle de conformité du bio-gaz
- AER 4 Actes relatifs à la fourniture de gaz
- AER 5 Actes relatifs à la production et au contrôle des énergies renouvelables autorisées dans le cadre des appels à projets et appels d'offre

agents	actes				
	AER 1	AER 2	AER 3	AER 4	AER 5
M. T. Mary	•	•	•	•	•
M. G. Guerin	•	•	•	•	•
M. G. Boutineau	•	•	•	•	•
Mme L. Raguet	•	•	•	•	•
M. C. Lebrun	•	•	•	•	•

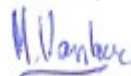
### Risques naturels et hydrauliques

- RNH 1 contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques : tous actes à l'exception des arrêtés relevant du régime de l'autorisation
- RNH 2 actes de mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus pour le compte de l'Etat au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs
- RNH 3 arrêtés d'attribution de subvention au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs
- RNH 4 actes et décisions d'ordonnancement secondaire des dépenses relatives au Fonds de prévention des risques naturels majeurs

agents	actes			
	RNH 1	RNH 2	RNH 3	RNH 4
M. N. Ponchon	•	•	•	•
M. P. Garnier	•	•	•	•
M. L. Llop	•			
M. R. Creusot		•	•	•

Article 3 - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de l'Aube.

Le directeur régional



Hervé VANLAER



# PRÉFECTURE DE L'AUBE

## Services du Cabinet – Bureau de la Sécurité Intérieure et des Polices Administratives

BSIPA2022012-0001 – Arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant interdiction d'accéder au stade de l'Aube, d'accéder, de circuler et de stationner au centre-ville de Troyes et sur certains axes des communes de Troyes, de Pont-Sainte-Marie et de Sainte-Savine pour toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'Olympique Lyonnais le dimanche 16 janvier 2022.



SERVICES DU CABINET  
BUREAU DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE  
ET DES POLICES ADMINISTRATIVES

Arrêté n° BSIPA2022012-0001

**portant interdiction d'accéder au stade de l'Aube,  
d'accéder, de circuler et de stationner  
au centre-ville de Troyes et sur certains axes des communes de Troyes,  
Pont-Sainte-Marie et de Sainte-Savine  
pour toute personne se prévalant de la qualité de supporter  
de l'Olympique Lyonnais le dimanche 16 janvier 2022**

LE PREFET DE L'AUBE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code pénal ;

Vu le code du sport, notamment les articles L.332-1 à L.332-18 et R.332-1 à R.332-9 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2 , L.2214-4 et L. 2215-1 ;

Vu la loi du 2 mars 2010 modifiée renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination du Préfet de l'Aube, Monsieur Stéphane ROUVÉ ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, le représentant de l'État dans le département peut, par arrêté, restreindre la liberté d'aller et venir des personnes se prévalant de la qualité de supporter d'une équipe ou se comportant comme tel sur les lieux d'une manifestation sportive et dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves à l'ordre public ;

Considérant le risque d'attentat particulièrement élevé et que, dans ce contexte, les forces de l'ordre sont particulièrement mobilisées pour faire face à celui-ci sur l'ensemble du territoire national ; qu'elles ne sauraient être détournées de cette mission prioritaire pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ;

Considérant que l'Espérance Sportive Troyes Aube Champagne rencontrera, pour le compte de la 21<sup>ème</sup> journée de championnat de ligue 1, l'Olympique Lyonnais, au stade de l'Aube, le dimanche 16 janvier 2022 ;

Considérant les incidents qui ont marqué, le 17 décembre 2021, le 32<sup>ème</sup> de finale de la Coupe de France entre le Paris-Football Club et l'Olympique Lyonnais, incidents ayant conduit à l'arrêt, puis à l'annulation de la rencontre ;

Considérant que les faits précités ont donné lieu, le 27 décembre 2021, à une décision de la commission de discipline de la Fédération Française de Football de fermer l'espace visiteurs de l'Olympique Lyonnais à l'extérieur jusqu'à la fin de la saison 2021-2022, tant pour les compétitions organisées par la fédération que pour les compétitions organisées par la Ligue de Football Professionnel ce qui, en conséquence, n'interdit pas les déplacements individuels de supporters ;

Considérant que le risque de troubles à l'ordre public pourrait se déporter non seulement aux abords du stade, mais également dans le centre-ville de Troyes ;

Considérant que le contexte ne permet pas de mobiliser les forces de sécurité en nombre suffisant pour contenir les troubles qui seraient occasionnés par la présence ou le comportement de supporters en déplacement lors de cette rencontre entre l'Espérance Sportive Troyes Aube Champagne et l'Olympique Lyonnais ;

Considérant que les incidents entre supporters adverses se sont multipliés lors de la première partie de la saison de Ligue 1 de football, les supporters ultras ayant été privés de rencontres sportives durant 18 mois, en raison de la crise sanitaire, et renouant avec des comportements troublant l'ordre public ;

Considérant que, dans ces conditions, la présence dimanche 16 janvier 2022, sur la voie publique, aux alentours et dans l'enceinte du stade de l'Aube, où se déroulera le match, de personnes se prévalant de la qualité de supporters du club de l'Olympique Lyonnais ou se comportant comme tels, comporte des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens et qu'il convient ainsi de limiter la liberté d'aller et venir de toute personne se prévalant de la qualité de supporter de ce club ;

Sur proposition de la directrice des services du Cabinet de la préfecture de l'Aube ;

#### ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Du 16 janvier 2022 à 8h00 au 17 janvier 2022 à 4h00, il est interdit à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'Olympique Lyonnais ou se comportant comme tel d'accéder au stade de l'Aube et d'accéder, de circuler ou de stationner :

Commune de Troyes, dans la zone délimitée par le périmètre suivant :

- Cours Jacquin ;
- Mail des Charmilles ;
- Boulevard Danton ;
- Quai de Dampierre ;
- Boulevard Gambetta ;
- Boulevard Carnot ;
- Place du Général Patton ;
- Boulevard Victor Hugo ;
- Boulevard du 1<sup>er</sup> RAM ;
- Boulevard du 14 Juillet ;
- Mail Saint-Dominique ;
- Villa Rothier ;

Ainsi que sur les axes suivants :

- Avenue du 1<sup>er</sup> Mai ;
- Avenue Robert Schumann ;
- Rue Voltaire ;

Commune de Pont-Sainte-Marie, sur les axes suivants :

- Rue Roger Salengro ;
- Place du Général de Gaulle ;
- Avenue Jules Guesde.

Commune de Sainte-Savine, dans la zone délimitée par le périmètre suivant :

- Avenue du Général Gallieni ;
- Rue Elisa ;
- Rue Paul Doumer ;
- Rue Pierre Brossolette ;

**Article 2 :** Pendant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>, sont interdits, dans l'enceinte et aux abords du stade de l'Aube, la possession, le transport et l'utilisation de tous pétards ou fumigènes et la possession et le transport de toute boisson alcoolisée ;

**Article 3 :** Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions pénales conformément aux lois et règlements en vigueur.


**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube, notifié au procureur de la République, au président du club de l'Olympique Lyonnais et fera l'objet d'un affichage en mairies de Troyes, de Pont-Sainte-Marie et de Sainte-Savine.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et dont les modalités sont mentionnées au verso du présent arrêté. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6 :** La directrice des services du cabinet de la préfecture de l'Aube, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aube, les maires de Troyes, de Pont-Sainte-Marie et de Sainte-Savine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Troyes, le 12 Janvier 2022

Le Préfet,



Stéphane ROUVÉ

### **Voies et délais de recours**

Si vous entendez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former un recours administratif dans le délai de deux mois :

- soit par un recours gracieux auprès du Préfet de l'Aube – CS 20372 – 10025 Troyes cedex. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau, 75800 PARIS CEDEX 08. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne cedex – télécopie : 03.26.21.01.87) ou par téléprocédure, sur l'application télérécurse citoyens accessible depuis le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

# Services du Cabinet – Service interministériel de défense et de protection civiles

*PREF-SIDPC-2022012-0001 – Arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant fermeture de l'Ecole maternelle de Vouamont sise Route de Montsuzain 10150 VOUE.*



**Services du cabinet  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civiles**

**Arrêté n° PREF-SIDPC-2022012-0001  
portant fermeture de l'Ecole maternelle de Vouamont  
sise Route de Montsuzain 10150 VOUE**

**LE PREFET DE L'AUBE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 3131-17 et L 3136-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2 et L. 2215-1 ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ensemble la décision n° 2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination du Préfet de l'Aube, Monsieur Stéphane ROUVÉ ;

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tous comportements de nature à augmenter ou favoriser les risques de contagion ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que vingt-huit élèves fréquentant cette école et une enseignante ont été testés positifs, que le personnel et des enfants sont cas contact ;

Considérant qu'il convient de prévenir les risques de propagation de l'épidémie de covid-19 au sein de l'établissement scolaire et de la commune ;

Sur avis du directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Aube en date du 11 janvier 2022 ;

## ARRÊTE

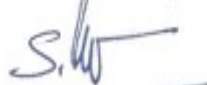
**Article premier** : L'Ecole maternelle de Vouamont, sise Route de Montsuzain 10150 VOUÉ est fermée à compter du 12 janvier 2022 et jusqu'au 16 janvier 2022 inclus.

**Article 2** : Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions prévues au code de la santé publique.

**Article 3** : Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Troyes, le Maire de Voué, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aube, le Directeur des services départementaux de l'Éducation nationale de l'Aube, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Troyes, le **12 JAN. 2022**

Le Préfet de l'Aube,



Stéphane ROUVÉ

### Voies et délais de recours

*Si vous entendez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former un recours administratif dans le délai de deux mois :*

- soit par un recours gracieux auprès du Préfet de l'Aube – CS 20372 – 10025 Troyes cedex. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau, 75800 PARIS CEDEX 08. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne cedex – télécopie : 03.26.21.01.87) ou par téléprocédure, sur l'application télérécoeurs citoyens accessible depuis le site : [www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr).

# Service de la Coordination Interministérielle et de l'Appui Territorial – Pôle de la Coordination Interministérielle et de la Concertation Publique

*PCICP2022010-0003 – Arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 autorisant l'accès à des propriétés privées situées dans le département de l'Aube dans le cadre de la réalisation d'une procédure d'aménagement foncier sur la commune de CHAOURCE avec extension sur le territoire des communes de LAGESSE et de METZ-ROBERT.*



Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial

Arrêté n° PCICP2022010-0003

autorisant l'accès à des propriétés privées situées dans le département de l'Aube dans le cadre de la réalisation d'une procédure d'aménagement foncier

Commune de CHAOURCE avec extension sur le territoire des communes de LAGESSE et METZ-ROBERT

---  
Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de justice administrative et notamment ses articles R. 411-1 et suivants ;

**VU** le code pénal et notamment ses articles 322-1, 323-3 et 433-11 ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**VU** la loi du 29 décembre 1892, modifiée par le décret n° 65-201 du 12 mars 1965, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

**VU** la loi du 6 juillet 1943 modifiée par la loi n° 57-391 du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** la délibération du 13 septembre 2021 de la commission permanente du conseil départemental de l'Aube, ordonnant la réalisation d'une opération d'aménagement foncier agricole et forestier sur le territoire de la commune de CHAOURCE ;

**VU** le courrier du 14 octobre 2021 du conseil départemental, sollicitant une autorisation de pénétrer sur les propriétés privées des communes de CHAOURCE, LAGESSE et METZ-ROBERT dans le cadre de l'aménagement foncier, agricole et forestier de la commune de CHAOURCE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Les ingénieurs et agents de la direction des routes du conseil départemental de l'Aube, ainsi que les ingénieurs, agents et ouvriers des entreprises et services placés sous leurs ordres sont autorisés à pénétrer sur les propriétés privées situées sur le territoire des communes de CHAOURCE, LAGESSE et METZ-ROBERT, afin de réaliser les opérations nécessaires à l'aménagement foncier, agricole et forestier de la commune de CHAOURCE.

La liste des parcelles concernées et le plan du périmètre dans lequel ces opérations seront effectuées sont annexés au présent arrêté.

À cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés closes et non closes en vue, notamment, d'y planter des balises, y établir des jalons ou repères, d'élaguer, abattre, ébrancher et réaliser tout autres travaux et opérations que les études et la mise en œuvre du projet rendront indispensables.

**Article 2** : Les agents susmentionnés devront être munis d'une copie du présent arrêté qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition.

L'introduction de ces techniciens ne pourra avoir lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892 susvisée :

- Pour les propriétés non closes : après dix jours d'affichage du présent arrêté en mairie ;
- Pour les propriétés closes (autres que les maisons d'habitation) : à l'expiration d'un délai de cinq jours après la notification du présent arrêté au propriétaire ou en son absence, au gardien de la propriété. À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, ce délai ne pourra courir qu'à partir de la notification au propriétaire, faite en mairie.

**Article 3** : Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1892, il ne peut être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable se soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut d'accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

Les indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires et exploitants pour réparer les dommages causés aux immeubles par le personnel chargé des prestations précitées seront à la charge du conseil départemental. À défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans les formes indiquées par les articles R. 411-1 et suivants du code de justice administrative.

**Article 4** : La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères placés sur les propriétés privées par les agents susmentionnés donneront lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du code pénal et de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943 susvisée.

Les gendarmes de la circonscription intéressée dresseront un procès-verbal des infractions constatées et les maires des communes concernées signaleront immédiatement les détériorations à la direction des routes du conseil départemental de l'Aube.

**Article 6** : Une copie du présent arrêté sera affichée dans les mairies de CHAOURCE, LAGESSE et METZ-ROBERT.

Un certificat constatant l'accomplissement de l'affichage sera adressé par chaque maire à la préfecture de l'Aube, pôle de coordination interministérielle et de concertation publique, de préférence par mail, à l'adresse suivante : « [pref-bci@aubepref.gouv.fr](mailto:pref-bci@aubepref.gouv.fr) ».



Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de l'Aube.

**Article 7 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans et, conformément à l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, sera périmée de plein droit faute d'avoir été suivie d'exécution dans un délai de six mois.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le président du conseil départemental de l'Aube, les maires des communes susmentionnées, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Aube, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires de l'Aube.

Fait à Troyes, le 10 JAN. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe BORGUS

**Voies et délais de recours :** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée - 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE - soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérécoeurs ([www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr)).

**Annexe 1**  
**Liste des parcelles incluses dans le périmètre**

**Commune de CHAOURCE**

**Section A**

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	115
116	117	118	119	120	121	122	128	130	131	132	133	135	138	
139	140	141	142	143	148	149	150	152	153	154	155	156	157	
158	159	160	161	163	164	165	166	167	168	171	172	173	174	
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	
189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	
203	205	206	207	208	209	210	211	212	216	217	218	219	220	
221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	
235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	248	291	
292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	
306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	323	326	
327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	
341	342	343	344	345	595	596	601	608	614	615	629	630	631	
632	633	634	635	654	655	666	667	698	742	743	744	745	746	
747	748	749	780p	781	805	809	810							

**Section B**

1	2	3	4	5	6	7	8	11	13	14	15	16	17	18	19
21	22	23	24p	25	26	27	29	30	34	35	36	37	38	39	
40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	56	57	
59	61	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	
76	77	78	79	80	81	111	112	113	114	115	116	117	118		
119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	134		
135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	152	153		
154	165	166	167	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181		
182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195		
198	199	200	201	202	204	205	206	207	208	209	210	211	212		
213	214	215	216	219p	221	222	223	224	225	226	227	228	229		
230	231	232	233	234	235	236	237	238	240	241	242	243	324		
325	328	330	336	337p	346	347	348	349	350	351	352	366	367		
368	369	370	371	372	373	374	375	407	408	410	416	417	418		
419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432		
433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446		
447	448	469	487	488	489	490	491	492	496	497	498	499	500		
501	566	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579		
580	581	582	583	585	586	587	588	589	590	591	592	594	595		
597	598	599	602	608	609	610	617	623	624	635	636	637	639		
641	651	652	653	654	655	656	660	661	662	672	675	742p			

1

**Section B suite**

676	677	691	692	693	694	695	696	697	700	701	702	703	704
705	706	707	708	709	710	711	723	725	735	736	737	738	742
745	746												

**Section C**

300	301	302	303	304	305	306	307	308	435	436	437	439	605
606	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629
630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643
644	651	652	653	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681
682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695
696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709
710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723
724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	740
741	742	743	744	745	756	786	791	792	797	798	801	802	803
804	864	867											

**Section D**

47	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94
95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	
123	124	125	126	127	128	129	130	131	133	134	135	136	137	
138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	
152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	
166	167	168	169	170	171	172	173	174	176	177	178	179	180	
181	182	183	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	
196	197	198	199	200	204	205	206	207	208	209	210	211	212	
213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	
228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	242	
243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	
257	259	260	261	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	
298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	
312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	
326p	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	
343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	370	371	372	
374	382	387	389	390	391	393	394	395	396	397	398	399	400	
401	404	411	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	
424	425	426	428	430	431	432	433	434	435	436	437	438	440	
441	443	444	446	458	459	460	461	462	463	464	465	466	468	
469	470	473	474	475	476	477	478	480	481	482	483	484	485	
486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	499	500	
501	502	503	504	505	506	508	509	511	512	513	514	517	518	
524	525	526	527	528	529	530	531	536						

**Section D suite**

537 538 539 541 542 543 544 545 552 554 555 556 557 558  
 563 564 565 574p 575 576 577 578 579 582 583 584 585 587  
 591 592 595 596 597 598 602 603 606 607 623 624 626 628  
 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 645 646 647 648

**Section E**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16  
 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31  
 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46  
 47 48 49 50 51 52 59p 60p 62 63 66 67 68 69 70  
 71 72 73 74 75 76 77 89 90 91 92 93 94 95 96  
 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 117 118 119 120  
 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 245 246 247  
 249 263 264 269 272 326 327 328 329 330 331 332 333 334  
 336 337 338 339 340 341 342 343 358 359 360 361 362 363  
 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377  
 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391  
 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405  
 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 444 445  
 447 449 450 452 453 454 455 457 458 459 460 461 462 463  
 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 652p 653  
 654 655 656 657 658 703 704 705 706 1063 1064 1065 1066  
 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078  
 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091  
 1093 1094 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107  
 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1118 1119 1120  
 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1131 1132 1133  
 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1166  
 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1174 1175 1176 1177 1178 1179  
 1180 1181 1182 1183 1191 1197 1404 1405 1421 1422 1423 1446  
 1447 1458 1459 1465 1466 1467 1468 1491 1492 1493 1494 1495  
 1496 1511 1512 1541 1542 1559 1561 1563 1565 1567 1577 1579  
 1581 1583 1595 1597 1599 1601 1603 1605 1607 1615 1617 1619  
 1621 1623 1625 1672 1673 1674 1675 1676p 1677p 1681 1686 1687  
 1688

**Section F**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 11 12 13 14 15 16 17  
 20p 21 46 48 49 50 72 81 82 83 85 90 100 101 102  
 107 108 109 110 111 112 113 114 126 130 132 133 134 135  
 136 137 138 139 140 141 142 145 194 195 196 197 198 203  
 206 213 214 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236  
 237 238 239p 255 256 257 258 261 262 269 270 271 290 291  
 292 293 294 297 298 299 300 301 302 303 304 316 317 318  
 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 333 337  
 339 340 341 342 343 348 349 353 354 355 358 359 360 361

**Section F suite**

363p 366 367 386 387 388 393 396 406 408 410 411 416 417  
429 430 434 435 437 438 439 440 441 442 443 444 445 450  
453 454 455 456 459 460 462 467 468 469 470 471 472 473  
474 475 485 486 494p 503 504 505 506 509 511p01

**Section G**

1p 4p 5 6 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23  
24 25 26 27 28 40 41 46p 50 52 53 54 55 58 59  
60 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 174 175 176 177  
178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 191 192  
193 194 195 196 197 198 199 206 207 209 210 211 213 214  
215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228  
229 230 231 232 233 234 235 236 239 240 241 242 243 245  
246 247 708 782 783 792 799 838 850 851 852 853 865 866  
867 928 956 1031 1032 1315 1316 1317 1329p 1331p

**Section AB**

4p01 6p 7p 9p 10p 11p 12p 13p 16p 19p 20 21 22 23 57p 58p  
117p01

**Section AC**

4 5 25 26 27 28 29p 35 37 38 39 42p 48p

**Section AD**

3 4p 7p 18 19 20 21 22 24 25 26 32 37 38p

**Section AH**

10p 16p 18 19 20 21 22 23 25 29 38

**Section AI**

17 18 19 20p 28 30 61p 69p 70p 71p

**Section AK**

1 6 17p01 20 24p 25 26 27 39

**Section AL**

1 2 4 5 54

**Section AM**

35 36 37 38 39

**Section AN**

25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39  
40 43 44 45 46

**Section AO**

12 13 14 15 16

**Section AP**

6 7 8 9 10p 11 12 13 14 15 16 17 65 70 73 74

**Section AR**

8 9 10p 301 302 303 308

**Section AS**

1 2 8 28p 29 32p 33 34 35 36p 38

**Section ZA**

16p01 19

**Section ZB**

1 2 3 4 5 6 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24 49 50

**Section ZC**

1 2 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 33 36

**Section ZD**

60 61 62

**Section ZE**

3 4 5 6 8 9 10 11 12 13 14 15 16 30

**Section ZH**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16  
17 19 20 21 22 23 25 30p 38 39 40 41 42 43 44  
45 46 47 48

**Section ZI**

21 22 23 24

5

**Commune de METZ-ROBERT**

**Section C**

90 94 270

**Section ZA**

32

**Commune de LAGESSE**

**Section A**

737 738 739

**Annexe : 2**  
**Plan du périmètre d'étude**

